



**DEPARTEMENT
DU NORD**

-O-

**ARRONDISSEMENT
de VALENCIENNES**

-O-

OBJET :

RAM

**Convention d'objectifs et de
financement**

**Prestation de service
Ville/CAF du Nord**

**Date de la
Convocation :**

21 juin 2019

Date d'affichage :

21 juin 2019

**Nombre de
Conseillers
Municipaux :**

En exercice : 33
Présents : 20
Votants : 20 + 6 P

Vote :

Pour : 20 + 6 P
Contre : 0
Abstentions : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

Excusés : Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI, Florence CARBOULET

Absents : Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

Secrétaire de séance : Mme MATUSZEWSKI

Note de présentation :

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de la vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte, à la prévention des exclusions, au maintien des liens familiaux.

Les actions soutenues par les CAF visent à :

- renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires,
- contribuer à la structuration d'une offre « enfance et jeunesse » adaptée aux besoins des familles,
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants,
- favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires.

La convention d'objectifs et de financement pour la prestation de service concernant le Relais Assistants Maternels de DOUCHY-LES-MINES a été signée le 11 mai 2016 pour la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018. Celle-ci définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite « prestation de service » - Relais Assistants Maternels.

Les objectifs généraux de cette convention sont les suivants :

- le Relais Assistants Maternels est un lieu d'information, de rencontre et d'échanges au service des parents, des assistants maternels, et, le cas échéant, des professionnels de la garde d'enfants à domicile.

Le Relais Assistants Maternels est animé par un agent qualifié qui a 3 missions principales :

- Informer les parents et les professionnels,
- participer à l'observation des conditions locales de l'accueil du jeune enfant,
- Offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles.

- Les missions du Relais Assistant Maternel s'inscrivent en complément des missions du service de protection maternelle et infantile.

La convention d'objectifs et de financement est arrivée à échéance.

Aussi, afin de poursuivre le versement de la prestation de service, elle doit être renouvelée pour la période allant du 1^{er} Janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

Michel VENIAT 

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19

par sa publication en date du 15/07/19

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.